



Présence Internationale

Rue de la Linière, 11
1060 Bruxelles
Tél: 02/609 44 02
Email: pbibelgium@scarlet.be
http://www.peacebrigades.net
CCP: 000-1668395-92
Fortis: 001-1016453-66

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
P 001436

N° 98

Ed. resp. : M. Vasic, Rue de la Linière 11, 1060 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 10 euros - Cotisation de membre effectif : 13 euros

Aidez-nous à faire connaître PBI !

Pour de nombreuses associations, il est de tradition, en fin d'année, de solliciter un soutien financier de la part de leurs membres et sympathisant-e-s. Nous n'échapperons pas à la règle. Mais cette fois, nous avons aussi un autre service à vous demander : aidez-nous à faire connaître ce trimestriel « Présence internationale », aidez-nous à augmenter le nombre de nos membres et de nos abonné-e-s, aidez-nous à élargir ainsi le soutien dont bénéficie notre association, encore trop peu connue du grand public.

Pour ce faire, plusieurs possibilités s'offrent à vous. Vous pouvez parler de notre association à votre entourage, faire circuler les périodiques dont vous avez terminé la lecture, nous demander de vous en adresser quelques exemplaires supplémentaires pour les distribuer à vos ami-e-s et connaissances (il vous suffit pour cela d'adresser un courriel à pbibelgium@scarlet.be ou de téléphoner au 04-370.09.94). Vous pouvez aussi profiter de cette période de fêtes pour faire cadeau d'un abonnement à des personnes qui vous semblent susceptibles d'apprécier notre engagement et nos actions.

Toute association ne vit que par ses membres et sympathisant-e-s. Vous êtes du nombre. A vous de jouer ! Nous comptons sur vous !

Et puis, bien sûr, pour nous aider, vous pouvez aussi nous soutenir financièrement, par exemple en donnant à votre banque un ordre permanent en faveur de PBI. Vous avez le choix entre deux numéros de compte : soit le 001-1016453-66 de Brigades de Paix Internationales. Ou, si vous souhaitez bénéficier d'une exonération fiscale, le 000-0000028-28 d'Oxfam Solidarité. Si vous utilisez ce deuxième compte, il est très important de noter en communication : « AMC/OO018 - PBI » pour que l'argent versé soit transféré à Brigades de Paix.

Nous ne doutons pas que la lecture de ce numéro de notre bulletin vous convaincra une fois de plus de la pertinence et de l'importance du travail de nos équipes de volontaires. D'avance, nous vous remercions de tout cœur du soutien que vous leur apporterez !

Et nous souhaitons que 2012 soit pour vous et pour tous les habitant-e-s de cette petite planète une année de paix, de joie et de bonheur !

Dans ce numéro...

Guatemala

Le mur de l'impunité commence à se fissurer

Page 2

Mexique

Réorganisation du Projet

Page 4

Colombia

Carly Bishop kijkt terug op twee jaar

Page 5

Nepal

Evolutions du Projet

Page 6



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Guatemala

Le mur de l'impunité commence à se fissurer

Le Guatemala est encore un pays profondément blessé et divisé par un conflit armé de 36 ans. La décade des années 80 et ses 669 massacres, 200 000 morts, 45 000 disparus, 1 million de déplacés continue de noircir un passé sanglant. Derrière ces chiffres se cachent un génocide, des cas d'anthropophagie, des crânes d'enfants fracturés par des pierres, des jeunes filles violées, des vieillards torturés, des fosses communes, des femmes enceintes éventrées, au nom de la guerre contre le communisme, de la sécurité intérieure, de la folie. Ce traumatisme est tenace, il tapisse les murs des villes de photos de disparus et installe la peur partout, y compris là où la société tente de se réveiller, s'organiser, s'exprimer...

Les Accords de Paix signés le 29 décembre 1996 ont soulevé un souffle d'espoir de justice rapidement éteint par cette volonté oligarchique de ne jamais laisser s'entrouvrir les portes du passé. Le pouvoir économique, politique et militaire continue de voir la société civile comme un ennemi, un danger pour ses intérêts privés. Mais, comme l'exprime un défenseur des droits humains, Miguel Angel Albizures, « il n'y a pas de haine, pas de vengeance ; la justice fortifie la démocratie et doit s'appliquer pour tous. »

En 2001, les victimes qui ont survécu au génocide ont déposé une plainte contre le Haut Commandement militaire de 1982-1983, composé du Chef d'Etat, Efraim Rios Montt, du Ministre de la Défense Générale, Oscar Humberto Mejia Victores, et du General Hector Mario Lopez Fuentes. Il aura fallu attendre 10 ans de plus pour assister à une première arrestation et une première audience. Le 17 juin 2011, la justice guatémaltèque a interpellé Hector Mario Lopez Fuentes. Il est actuellement jugé.

PBI accompagne Edgar Perez Archila, l'avocat sous haute tension qui consacre sa vie à la récupération de la mémoire historique. Les procès qu'il mène sont emblématiques et génèrent énormément d'espoir, mais aussi d'inquiétude et de colère au sein de l'armée, comme en témoigne un communiqué de l'association de vétérans militaires AVEMILGA : « Nous sommes prêts à reprendre la lutte si les circonstances le demandent. »

Les audiences sont pesantes, les familles des victimes et des génocidaires se côtoient, les avocats exposent les cas de torture, de viol, d'écartèlement un à un, la presse se bouscule, les organisations internationales et civiles se congratulent, timidement. 2011 est sans aucun doute un virage important dans la reconstruction de cette fragile république centraméricaine où l'Etat de droit reste une illusion. On exagère à peine en disant que chaque semaine apporte son lot d'arrestations.

Les deux cas majeurs du moment sont ceux pour génocide et les divers massacres du conflit interne. Dans les deux cas, l'association des Familles des Détenus et Disparus du Guatemala (FAMDEGUA) et l'Association pour la Justice et la Réconciliation (AJR) représentent la

partie civile, et le Centre d'Action Légale pour les Droits de l'Homme (CALDH) donne son soutien juridique, politique et économique.



*Accompagnement par PBI
de l'avocat Edgar Perez Archila*

Le massacre de la communauté "Las dos Erres" : un procès historique.

Du 5 au 8 décembre 1982, un groupe de 18 membres des forces spéciales (les Kaibils) pénétra dans la communauté à la recherche de fusils volés par la guérilla. Ne les trouvant pas, ils réunirent la population pour l'exterminer. Les femmes d'un côté, violées et égorgées, les hommes et les enfants de l'autre, jetés dans un puits et achevés à coups de grenades. On estime qu'il y eut entre 200 et 250 victimes civiles et innocentes.

Le 2 août dernier, après un grand nombre de recours légaux visant à retarder le jugement, Carlos Antonio Carias, Manuel Pop Sun, Reyes Collin Gualip et Daniel Martiez Mendez ont été condamnés à 6060 ans de prison chacun. Selon la loi guatémaltèque, cette peine se réduira à 50 ans. Le massacre de "Las dos Erres" est le premier massacre à être jugé et puni. Des cris de joie et de soulagement ont ponctué cette résolution historique qui fait avancer à pas de géants la bataille pour la justice et la dignité.



A m é r i q u e s

Le massacre de la communauté "Plan de Sanchez"

Un autre procès pour le massacre de 269 personnes de la communauté Plan de Sanchez est actuellement en cours, massacre perpétré sous le gouvernement militaire de Rios Montt. Les autorités ont récemment arrêté Jose Mauricio Rodriguez Sanchez, accusé d'avoir participé au massacre de 3 communautés dans le département de Quiché, le plus touché par le conflit interne. Selon Aura Elena Farfan, Présidente de FAMDEGUA, ces arrestations successives « démontrent une avancée dans la vérification des faits du conflit interne ». Le travail des Archives Historiques de la Police Nationale (AHPN) a été déterminant dans l'avancée des recherches de preuves matérielles.

Le génocide doit être jugé, maintenant !

Il aura fallu attendre 10 ans après le dépôt de la première plainte pour assister à une première arrestation et une première audience. La justice guatémaltèque juge actuellement Hector Mario Lopez Fuentes. Contre lui pèsent les accusations de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité perpétrés principalement contre des communautés Mayas Ixils de 1982 à 1983. Son état de santé fragile ralentit le processus, les audiences ont lieu à l'hôpital militaire. Plusieurs d'entre elles ont dû être annulées. PBI accompagne Edgar Perez Archila dans ses déplacements et assure un rôle d'observateur international, indispensable pour maintenir une pression constante sur les autorités et un secteur privé peu disposé à coopérer.

Un nouveau mandat d'arrêt a été ordonné contre Oscar Humberto Mejia, chef d'Etat Major durant le gouvernement d'Efraim Rios Montt avant de monter un coup d'Etat et de prendre le pouvoir jusqu'en 1986. Oscar Humberto Mejia est actuellement introuvable par les forces de la Police Nationale Civile. Edgar Perez Archila et son équipe remontent peu à peu la chaîne de commandement dans l'espoir de juger Efraim Rios Montt, député élu et personnage toujours influent dans la vie politique nationale.

S'il est indéniable que le mur de l'impunité commence à se craqueler, les fondations sont encore extrêmement solides. Les stratégies occultes du conflit armé, telles les menaces de mort et les intimidations, continuent de sévir et ne risquent pas de s'arrêter. La prochaine arrivée au pouvoir du Général Otto Perez Molina, vainqueur aux dernières élections présidentielles, ravivent les craintes au sein des organisations sociales. Ancien chef militaire durant les

années 80, signataire des Accords de Paix, dernier leader de l'armée, Otto Perez Molina ne reconnaît évidemment pas les accusations de génocide, et justifie les massacres de civils, femmes, enfants et vieillards par le fait que la guérilla impliquait toute la famille. Représentant d'une droite ultraconservatrice et bien décidée à reprendre le contrôle total, son entrée en fonction en janvier 2012 risque de porter un coup dur aux avancées de la lutte contre l'impunité.

Le pays connaît actuellement une remilitarisation féroce, les structures paramilitaires du passé refont surface dans un pays qui compte presque un million de membres des ex-Patrouilles d'Autodéfense Civile (PAC), disposés à suivre les ordres de leur Général, 100 000 "espions". Le Guatemala ne peut pas non plus se défaire des chaînes du narcotrafic, qui s'est infiltré jusqu'au cœur du gouvernement. La dernière campagne présidentielle a ressemblé à une mascarade avec deux candidats qui rivalisent de slogans populistes, de clientélisme, de promesses irréalisables et représentent les intérêts des entreprises internationales et de la mafia locale.



Mur aux multiples affiches de disparus dans la capitale Guatemala Ciudad

Hormis un microcosme étudiant et urbain et quelques mouvements paysans, ce petit pays sous-éduqué et sous-alimenté n'a pas encore la force nécessaire pour rompre ce mur de l'impunité. Les premiers coups ont été assenés mais c'est un mur si épais qu'il faut le faire tomber pour qu'enfin toute la lumière soit faite sur le conflit le plus sanglant qu'ait connu l'Amérique Latine au XXème siècle.

Guillaume Riboulo



Mexique

Réorganisation du Projet

En 2010 et 2011, le Projet Mexique a organisé de grands débats stratégiques qui l'ont mené à évaluer ses activités et repositionner son identité. Si l'accompagnement protecteur de personnes menacées reste au cœur du mandat de PBI, au Mexique comme ailleurs, un effort spécial sera fourni pour diversifier cet accompagnement : présence physique, ateliers de sécurité, plaidoyer, communication... En réponse au constat de manque de ressources pour accompagner toutes les organisations mexicaines qui en font la demande, PBI-Mexique a décidé de choisir les organisations accompagnées en fonction de leur potentiel de changement social plutôt que du niveau de risque auquel elles font face.



Accompagnement par PBI du Padre Solalinde, défenseur des droits humains

PBI travaille sur des thématiques susceptibles d'évaluer en fonction du contexte national. Actuellement, PBI-Mexique continue d'accompagner des organisations qui luttent contre l'impunité et la justice militaire dans l'Etat de Guerrero ou contre l'impunité à Oaxaca, mais, en 2010 et 2011, un effort particulier a été fait pour accompagner les défenseurs des droits des migrants, qui reçoivent des menaces croissantes, notamment à Oaxaca le défenseur emblématique Padre Alejandro Solalinde, directeur de l'auberge de migrants *Hermanos en el Camino*. Enfin, une attention spéciale est portée à la défense du territoire et des ressources naturelles, car au Mexique comme ailleurs, s'organiser contre les grandes entreprises qui installent des mégaprojets, au détriment des peuples installés sur les territoires, est une activité dangereuse.

En juillet 2011, la Représentante spéciale pour les Droits de l'Homme des Nations Unies, Navi Pillay, était en visite au Mexique. A cette occasion, le Président a signé un décret pour la mise en place d'un mécanisme national de protection des défenseurs des droits humains. C'est un pas très positif, qui fait suite à plusieurs années de dialogue de la société civile avec les autorités pour la création d'un mécanisme, qui reconnaît la figure du défenseur. Cependant, pour des organisations partenaires de PBI, *Accion Urgente para Defensores de los Derechos Humanos* et la *Comision Mexicana de Defensa y Promocion de los Derechos Humanos*, il est inquiétant de constater que ce mécanisme, créé par décret, puisse être supprimé par le prochain gouvernement, alors que les élections présidentielles auront lieu dans quelques mois, en 2012. Aussi des actions ont-elles été entreprises auprès des parlementaires pour qu'une loi soit présentée afin de déterminer le cadre du mécanisme. Mais le dialogue entre la société civile et le gouvernement a finalement été interrompu fin juillet 2011, suite aux propos diffamatoires émis par des membres du gouvernement, notamment par le Ministre de la Marine, l'une des composantes essentielles des forces de sécurité qui interviennent dans la "guerre contre les narcos", assimilant les défenseurs des droits humains au crime organisé.

La nouvelle stratégie du projet Mexique

L'intensité de l'accompagnement physique s'est vue réduite dans l'Etat de Guerrero par la mise en place de la nouvelle stratégie. A partir de fin octobre 2011, les accompagnements en faveur des organisations de l'Etat de Guerrero sont effectués à partir de Mexico. Après un processus d'évaluation de 6 mois, l'équipe sur place a estimé qu'une présence permanente à Chilpancingo, capitale du Guerrero, n'est plus nécessaire car les défenseurs accompagnés ont acquis de nouvelles ressources et moyens de sécurité et que PBI souhaite répondre à des demandes d'accompagnement qui lui parviennent d'autres Etats du Mexique. A défaut de pouvoir répondre à toutes les demandes, le Projet a mis en place une double stratégie d'accompagnement thématique : le développement des ateliers de sécurité, que PBI-Mexique organise en collaboration avec d'autres organisations ou institutions, ainsi que le développement d'activités de communication et d'information.

Emilie Faruya



Colombia

Carly Bishop kijkt terug op twee jaar

Carly Bishop is afgelopen zomer na een kleine twee jaar teruggekeerd uit Colombia. Ze was door PBI uitgezonden als projectvrijwilliger in de teams Barrancabermeja en Urabá. Ze kijkt terug op een bijzonder leerzame tijd en beschrijft haar ervaringen en visie op de werkwijze van PBI.

Als projectvrijwilliger voor PBI draag je bij aan de verbetering van de werkomstandigheden en veiligheid van mensenrechtenverdedigers. Het belang van het werk van PBI heb ik de afgelopen anderhalf jaar in het veld met eigen ogen gezien. De uitzending naar Colombia als projectvrijwilliger voor PBI is voor mij een zeer waardevolle ervaring geweest, zowel op persoonlijk als op professioneel vlak.

PBI is een heel goede plek om ervaring op te doen met het begeleiden van lokale maatschappelijke organisaties, met het werken in een conflictgebied, en niet in het minst ook om ervaring op te doen in advocacy naar Colombiaanse en internationale autoriteiten en instellingen, zowel lokaal en regionaal als nationaal. De teams van PBI bestaan lang niet alleen uit jongeren: mensen van allerlei achtergronden en leeftijden werken een jaar mee, soms bij wijze van tussenjaar. Nederlandse projectvrijwilligers die naar Colombia gaan zou ik aanraden om na aankomst zo mogelijk kennis te maken met de Nederlandse ambassade in Bogota, samen met de advocacy coördinator van PBI Colombia.

Het mandaat van PBI is helder afgebakend : het is een internationaal waarnemerschap. PBI bemoeit zich niet met de inhoudelijke invulling die de Colombiaanse organisaties aan hun werk geven. Dit heeft een duidelijke reden, namelijk de neutraliteit en onpartijdigheid van PBI en het principe van niet-inmenging in lokale aangelegenheden. Dit kan wel eens lastig zijn voor mensen die bijvoorbeeld gewend zijn een actieve rol in lokale processen te spelen of een adviserende functie te hebben ! Als PBI'er sta je meer op de achtergrond en vervul je daar een belangrijke rol.

Binnen een PBI-team, waarvan er vier zijn in Colombia, wordt er ook veel aandacht besteed aan het groepsproces en aan persoonlijke ontwikkeling van de vrijwilligers. Mede om deze reden zijn er ook twee psychologen in dienst bij het Colombiaproject. Het kan dan bijvoorbeeld gaan om belangrijke vaardigheden die je nodig hebt bij het werk zoals het leren omgaan met feedback, omgaan met een hoge werkdruk en strakke deadlines, grenzen aangeven, en een positieve rol innemen binnen het team. Je moet dus zeker bereid zijn om kritisch naar je eigen rol te kijken. Het is mooi om te

zien als een internationaal team van vrijwilligers, die zo verschillend zijn, ieder met zijn culturele achtergrond en persoonlijke eigenschappen, goed op elkaar ingespeeld kan raken en nauw kan samenwerken met als doel om de mensenrechtenverdedigers in Colombia te beschermen.



Een begeleiding door PBI in Colombia

Moeilijk aan het werk in Colombia was voor mij dat het werk nauwelijks grenzen had : het PBI'er zijn gaat, soms letterlijk, 24 uur per dag door. Het is goed om een stevige persoonlijkheid te hebben als je dit werk wilt gaan doen, maar je hoeft ook weer geen superheld te zijn. Als je het écht wilt, dan kun je het. En zoals ik al eerder zei, allerlei soorten mensen worden projectvrijwilliger.

Het persoonlijk evenwicht bewaren is in een PBI-team een voortdurende uitdaging, maar er zijn zeker mogelijkheden. Met het Urabá-team bijvoorbeeld hadden we elke maand een team-uitje waarbij we een dagje uitgingen naar het strand of zelfs om een duik te nemen in een van de vele moddervulkanen die deze regio van Colombia rijk is.

Kortom, ik ben blij met mijn keuze om twee keer naar Colombia te gaan voor PBI. In mijn hoofd en in mijn hart heb ik vele nieuwe ervaringen die me verder kunnen helpen in mijn leven.

Carly Bishop



Népal

Evolutions du Projet

Face à l'évolution du conflit interne, qui prend de nouvelles dimensions et touche plus durement de nouvelles régions et de nouveaux défenseurs, PBI-Népal s'adapte et modifie sa stratégie pour assurer un accompagnement protecteur plus adapté au contexte.

Dans le « *new Nepal* » d'après la guerre civile, les lignes de conflit ont changé : il ne s'agit plus de la guérilla maoïste attaquant l'Etat mais de tensions entre les Pahhadis (habitants des plaines et de Katmandou) et les Madeshis (habitants du Terai, les plaines bordant l'Inde), les Jajana-jatis (anciennes minorités ethniques) et les dalits (intouchables). Historiquement dominant et accaparant l'Etat, les premiers voient actuellement leur avantage fragilisé avec une Constitution intérimaire qui a promis d'intégrer tous les autres groupes dans la sphère politique et de mettre en place une redéfinition totale de la carte administrative du Népal. L'impunité, l'ingérence politique dans le système judiciaire et les liens mafieux entre partis politiques et agences de sécurité n'ont cependant pas changé...

Le travail de PBI reflète en partie ce changement, à travers un récent partenariat avec *Madeshi Human Rights Home (Mahuri Home)*, une ONG travaillant dans les districts de Kapilvastu et Rupandehi dans le Terai, dans le centre sud du pays. Cette ONG enquête sur des cas d'exécutions extrajudiciaires ou autres abus commis par la police dans son combat contre les groupes criminels, et le fait qu'elle se centre sur les droits de minorités (Madeshis, dalits, Musulmans...) la met en difficulté face aux officiers qui sont souvent Pahhadis. Prise entre la police et les groupes armés, s'attachant à favoriser le dialogue Pahhadis/

Madeshis, la neutralité de cette ONG en faveur des droits humains est difficile à expliquer, y compris aux habitants.

Si *Mahuri Home* est devenu partenaire de PBI, il a été mis fin en revanche au partenariat, devenu ingérable, avec *Conflict Victims Committee (CVC)*.

Une évolution de l'accompagnement

Fin 2010, le Haut-commissariat pour les Droits de l'Homme des Nations-Unies a dû mettre fin à ses opérations sur le terrain, ce qui a causé une réduction de la présence internationale hors de Katmandou. Les derniers rapports d'*Advocacy Forum* montrent une augmentation des cas de torture, en particulier dans les districts de Dhanusha et Morang.

PBI-Népal évalue les possibilités de présence sur le terrain, en particulier auprès des journalistes, avocats, et femmes défenseurs des droits humains, avec la mise en place d'une équipe semi-permanente qui se déplacera dans les districts du Terai à l'est, où la situation des droits humains est la plus délicate, et dans le Far West.

Selon le « *Superintendent of Police* » en charge, la situation change rapidement dans un district ou d'un district à l'autre. C'est pourquoi PBI-Népal a choisi d'adopter une démarche mobile plutôt que d'implanter de nouvelles équipes.

Yannick Creoff



Tournée européenne en novembre 2011 de Manika Jha, journaliste et DDH népalaise,

Manika Jha est une jeune journaliste de 23 ans et défenseur des droits humains à Janakpur, dans le district de Dhanusha, à la frontière indienne. Ce district est largement considéré comme l'une des régions les plus instables du Népal. La corruption de la police y est importante et les cadres des partis politiques de même que les groupes armés y agissent en toute impunité. Dhanusha est une zone très conservatrice sur le plan social, en particulier en ce qui concerne la place des femmes dans la société.

En raison des dangers inhérents à ce travail (heures de travail très amples, emploi traditionnellement masculin), Manika est aujourd'hui la seule femme journaliste dans tout le district. Au cours de ces deux dernières années, elle a reçu de nombreuses menaces verbales et écrites et a été attaquée à trois reprises au moins. Une de ces attaques a tenté à sa vie en mai 2010.

Manika a très peu de soutien, juste quelques amis proches et sa famille. En contact avec elle dès février 2009, PBI a mis en place des appels de suivi hebdomadaires et des visites à Janakpur. Comme elle estime qu'un accompagnement physique par PBI pourrait mettre encore plus à mal le soutien de sa communauté, Manika a plutôt demandé à l'organisation de faire pression sur la police locale pour que celle-ci lui fournisse une protection et de faire connaître son combat au Népal et à l'étranger.

